

Alphabétisation et professionnalisation

POUR MARQUER cette année européenne du volontariat, voici un numéro du *Journal de l'alpha* consacré non pas au bénévolat – un précédent numéro y a déjà été consacré¹ – mais bien à la professionnalisation de l'alphabétisation.

Dans le numéro de juin 2010, *Travailler en alpha*, nous avons abordé la question des métiers de l'alphabétisation à partir des contributions de travailleurs de l'alphabétisation. Bénévoles et salariés y témoignaient de leur quotidien et questionnaient l'évolution de ce secteur associatif.

- > Questions des liens entre militance, bénévolat et salariat.
- > Questions de la construction d'identités professionnelles.
- > Questions des savoirs et des compétences en lien avec les métiers.
- > Questions des reconnaissances sociales et professionnelles.
- > Questions de l'institutionnalisation des associations, de leur gestion et de leurs relations aux financeurs.
- > Questions de notre rôle à tous, du sens et de l'évaluation de nos actions au sein de cette société inégalitaire où l'exclusion et l'exploitation se développent.

Dans le présent numéro, ce sont des chercheurs qui nous proposent leurs réflexions sur ce concept polysémique qu'est la 'professionnalisation'. En effet, ce terme peut surtout viser la transmission des savoirs et des compétences ou la construction d'une

identité professionnelle (*professionnalisation des acteurs*). Il peut aussi être entendu comme l'institutionnalisation des associations, la formalisation de leur expertise, la recherche d'une plus grande efficacité de leur action, en accord avec les critères définis par les pouvoirs subsidiaires, ce qui amène souvent à intégrer le type de pratiques professionnelles et d'expertise managériale du secteur marchand (*professionnalisation des organisations*). Enfin, les travailleurs de notre secteur l'utilisent couramment pour signifier une meilleure maîtrise de leur activité par l'acquisition d'une méthodologie professionnelle, l'appropriation d'outils et de savoir-faire adéquats, la création ou le respect des règles du métier, la reconnaissance sociale de leur utilité... (*professionnalisation d'un secteur d'activité*). Une large bibliographie invitant à poursuivre réflexions et analyses se trouve en fin de dossier.

Professionnalisation d'un secteur

L'évolution des 'chiffres de l'alpha' sur ces 20 dernières années confirme l'évolution de l'alphabétisation : croissance importante du nombre de salariés, diminution de la proportion de bénévoles et de la part du temps de travail qu'ils prennent en charge – quelque 10% aujourd'hui –, diversification des fonctions assurées par les salariés, etc.

La création d'une Conférence interministérielle sur l'alphabétisation et l'existence

d'une formation professionnelle de formateur en alphabétisation dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale témoignent également du développement d'un secteur et d'une meilleure reconnaissance par les pouvoirs publics de l'alphabétisation et de ses acteurs.

Ces éléments sont des signes du processus social accordant progressivement une reconnaissance officielle à un groupe d'individus partageant les mêmes pratiques. Le milieu concerné pouvant alors devenir un secteur à part entière.

L'existence d'une commission paritaire propre au secteur socioculturel et le développement de la concertation sociale employeurs/syndicats au sein des associations sont également des éléments importants de la professionnalisation de l'alphabétisation.

Est-on ainsi passé d'un associatif 'pur' (axé uniquement sur le bénévolat) à un associatif 'suspect' (c'est-à-dire professionnalisé, subventionné et par conséquent 'compromis') ? Ou à l'inverse, est-on passé d'un associatif bénévole, sympathique mais par ailleurs maladroite, à un associatif professionnel, entendons ici 'efficace' ?

L'article *Associatif bénévole, associatif professionnel* proposé par Jean Blairon démontre cette logique binaire pour questionner les multiples logiques institutionnelles. Il nous invite également à poser l'articulation bénévole/professionnel en lien avec la question de la production du capital culturel, source de richesse, et de la contestation par les acteurs de l'écart entre leur contribution réelle à cette production de capital et la reconnaissance qu'on leur octroie.

Professionnalisation des acteurs

Roland de Bodt s'interroge sur notre système démocratique qui, au nom de la citoyenneté, donne aux travailleurs sociaux la mission « *d'accompagner les exclus jusqu'aux portes de l'exclusion* », de les éconduire et de les abandonner... Démocratie inégalitaire qui altère et broie les consciences par ses injonctions contradictoires et ouvre ainsi la voie aux idéologies déshumanisées et bien pensantes de l'extrême droite. Démocratie inégalitaire qui broie également les enseignants. Eux qui doivent « *assumer, de la part de l'institution démocratique inégalitaire et au nom de l'institution démocratique, une des injonctions paradoxales les plus dévastatrices pour la démocratie : le devoir de l'égalité des chances, sans les moyens de l'égalité des chances, dans une économie mondiale qui se nourrit exclusivement des inégalités qui sévissent parmi le genre humain* ».

Mobilisés par cet « *amour de la démocratie qui est l'amour de l'égalité* », certains travailleurs vivent difficilement ces contradictions qui touchent à leur identité professionnelle. Ils doivent, comme le souligne Abraham Franssen, « *sans cesse déployer une activité subjective et professionnelle pour articuler des tensions et des contradictions qui menacent le sentiment d'unité et de continuité de soi* ». Ce sont principalement des témoignages de salariés qui nous sont rapportés. Se sentant submergés comme un château de sable que les vagues assaillent et détruisent inexorablement, « *le travailleur rentre dans une logique de crise caractérisée par la perte de sens des finalités de son métier. [...] Sans disposer des ressources qui lui permettraient de redéfinir son identité sur d'autres bases, ou tout simplement*

dans l'impossibilité de quitter le métier, il ne lui reste qu'à se replier sur une définition minimale de son rôle, à se protéger bureaucratiquement [...], à 'tomber malade.' » Dans cette situation, tout « l'espace du discours est occupé par la plainte », les travailleurs subissent et ne savent plus donner de sens à leur expérience. Ils devraient « redéfinir leur identité sur d'autres bases mais n'en n'ont pas les moyens ».

Un mémoire de fin d'études réalisé par une formatrice de Lire et Ecrire met en évidence ces difficultés vécues par ses collègues et propose des pistes de travail pour réhabiliter une identité professionnelle mise à mal par les injonctions paradoxales d'une société néolibérale, mais aussi par certains modes d'organisation et de gestion des 'ressources humaines' qui s'écartent des principes de l'éducation populaire.

Dans un autre mémoire, un formateur volontaire s'interroge sur le sens de l'engagement en alphabétisation et sur les pratiques pédagogiques de volontaires à Lire et Ecrire. Comment perçoivent-ils nos enjeux d'éducation permanente ? Dans quel modèle d'alphabétisation se situent-ils ? Approche traditionnelle centrée sur la reproduction des rapports sociaux ? Approche thématique centrée sur l'adaptation et la promotion des individus ? Approche populaire, conscientisante, centrée sur le changement social et l'émancipation collective ? Les formateurs sont-ils suffisamment formés aux enjeux de l'alphabétisation et au positionnement sociopolitique de Lire et Ecrire ? Non, si on suit ce que dit l'auteur du mémoire : « *Je ne me souviens pas que lors d'une formation, le groupe ait travaillé l'analyse d'une situation vécue par les apprenants. Je n'ai jamais eu l'occasion de participer ni à*

un travail de recherche d'une telle situation, ni, à plus forte raison, à un travail d'analyse des mécanismes sociaux qui ont conduit à cette situation, ni à la recherche de moyens qui permettraient aux apprenants victimes de ces mécanismes d'agir [...] Je n'ai jamais entendu parler de pratique du pouvoir et de reprise de pouvoir par les apprenants sur leur vie. » Il y a donc nécessité de renforcer les programmes de formation et les dispositifs d'accompagnement des formateurs. Et sans doute d'en concevoir de nouveaux.

Comment soutenir la professionnalisation des acteurs, c'est-à-dire leur montée en compétence (par la formation ou par d'autres moyens) d'une part, et/ou leur certification (ce qui permet une reconnaissance sociale de leur identité professionnelle) d'autre part ?

Professionnalisation des organisations

Un troisième mémoire s'interroge sur les différences entre les politiques de la France, de la Suisse romande et de la Communauté française de Belgique en matière de professionnalisation, de conception de l'alphabétisation, de formation et d'identité des formateurs. Les politiques publiques en œuvre 'changent' le métier et l'identité des acteurs. Ainsi en France, beaucoup d'associations doivent aujourd'hui se contenter de préparer les apprenants aux épreuves du DILF (diplôme initial de langue française) dont la réussite est obligatoire pour pouvoir séjourner en France. Elles font non plus de l'alphabétisation mais du 'diltotage'² et abandonnent un certain nombre de pratiques et activités qui leur étaient chères (sorties, activités créatives, théâtre,...).

Quelles sont les autres conséquences lorsque la reconnaissance légale d'un droit de développer ses compétences de base n'existe que dans le cadre de l'emploi et de la formation professionnelle ? Lorsque les associations sont mises en concurrence dans le cadre de financements en lien avec des logiques marchandes, des logiques managériales de plus en plus prégnantes et contraignantes ? Lorsque ces financements ne sont jamais octroyés qu'à court terme ? Lorsque l'État exige que les formateurs soient titulaires d'un diplôme de niveau supérieur (master) ne pouvant être acquis que dans un système d'enseignement inégalitaire et élitiste ?

Dans son article, Pierre Dardot dénonce le développement d'une logique néolibérale de 'gouvernement des individus' actuellement à l'œuvre. La 'gouvernementalité' néolibérale dicte les conduites des individus, les incite à se gouverner eux-mêmes et place les travailleurs sous la pression de la performance 'attendue' en les contraignant à modifier le contenu et le sens de leur activité professionnelle.

Pour une insurrection des consciences

Face à la démocratie inégalitaire dénoncée par Roland de Bodt, face au développement d'une logique néolibérale de 'gouvernement des individus' mise en évidence par Pierre Dardot, des mouvements de désobéissance se développent en France. Pour s'indigner. Mais aussi pour organiser une résistance dans l'action. « *Aujourd'hui, comme conclut Pierre Dardot, seule une action commune, procédant de pratiques de 'mise en commun', est de nature à s'opposer à un mode de gouvernement qui cible les individus un par un,*

'au cas par cas', individus qui sont censés être personnellement responsables de leurs choix sans avoir choisi les situations qui leur imposent ces choix. »

Quelles seront les évolutions futures des politiques publiques en Belgique francophone ? Chez nous aussi, les tendances fortes sont le tout à l'emploi, les logiques de performance et d'autoévaluation, la sous-traitance, l'imposition d'examens linguistiques,... Quelle sera la compromission des associations à ces politiques ? Indignation ? Désobéissance ? Action commune ?

Catherine STERCQ
Directrice

1. *Journal de l'alpha*, n°152, avril-mai 2006.
2. Voir : Hélène FARA, *Ce n'est pas en supprimant l'alphabétisation que l'on supprimera les analphabètes*, in *Journal de l'alpha*, n°174, juin 2010, pp. 85-88.